

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**TRAVAUX POUR L'AMENAGEMENT ET L'EXTENSION DE  
LA BASE DES ERIS DE LA DISP DE DIJON**

**DISPDIJ25004**














---

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 26 mai 2025 à 12h00**

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon  
Département des Affaires Immobilières  
72A rue d'Auxonne  
BP 13331  
21033 DIJON**

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	TRAVAUX POUR L'AMENAGEMENT ET L'EXTENSION DE LA BASE DES ERIS DE LA DISP DE DIJON
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	9
	<b>Délai de validité des offres</b>	180 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Défini par lot
	<b>PSE</b>	Défini par lot
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	12,5 mois
	<b>Négociation</b>	Avec
	<b>Visite sur site</b>	Visite obligatoire

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	6
2 - Conditions de la consultation .....	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes .....	6
2.4 - Variantes exigées.....	6
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles .....	7
2.6 - Développement durable .....	7
3 - Les intervenants.....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.2 - Contrôle technique.....	8
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat .....	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
5 - Contenu du dossier de consultation .....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	9
6.1 - Documents à produire au titre de la candidature .....	9
6.2 - Documents à produire au titre de l'offre.....	11
6.3 - Présentation des variantes .....	11
6.4 - Présentation des variantes exigées.....	11
6.5 - Visites sur site .....	12
6.5 - Usage de matériaux de type nouveau.....	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	12
7.1 - Transmission électronique .....	12
7.2 - Transmission sous support papier.....	14
8 - Examen des candidatures et des offres .....	14
8.1 - Sélection des candidatures.....	14
8.2 - Attribution des marchés.....	14
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	15
9 - Renseignements complémentaires.....	16
9.1 - Obligation de retrait sur la plateforme PLACE .....	16
9.2 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	16
9.3 - Procédures de recours .....	16
10 - Clauses complémentaires .....	17

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

TRAVAUX POUR L'AMENAGEMENT ET L'EXTENSION DE LA BASE DES ERIS DE LA DISP DE DIJON

Travaux d'aménagement et d'extension des locaux destinés à l'usage de l'Equipe Régionale d'Intervention et de Sécurité (ERIS) de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaire de Dijon (DISP 21)

Lieu(x) d'exécution :

Domaine de la D.I.S.P. DIJON GRAND CENTRE

72A, Rue d'Auxonne BP 13331

21000 Dijon

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 9 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	DEMOLITION - GROS ŒUVRE
02	CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE
03	FACADES
04	MENUISERIES EXTERIEURES & SERRURERIE
05	PLATRERIE - CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX-PLAFONDS
06	MENUISERIES INTERIEURES
07	REVETEMENTS INTERIEURS
08	ELECTRICITE
09	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRE

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Toutefois, l'administration attire l'attention des candidats désirant soumettre une offre pour plusieurs lots, sur le fait qu'**en aucun cas leurs offres (une offre par lot) ne pourront être liées** : les conditions d'exécution financière et technique de chacune des offres devront être indépendantes. Le cas échéant, une optimisation des prestations en cas d'attribution de plusieurs lots pourra être mise en avant dans le cadre d'une variante que l'Administration pourra écarter en cas d'incompatibilité avec les obligations faites par le code de la commande publique.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
45110000-1		Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
45261000-4		Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
45261420-4		Travaux d'étanchéification
45262650-2		Travaux de bardage
45421000-4		Travaux de menuiserie
44220000-8		Menuiserie pour la construction
45421160-3		Ferrage
45410000-4		Travaux de plâtrerie
45421141-4		Travaux de cloisonnement
45421100-5		Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
45442110-1		Travaux de peinture de bâtiments
45442100-8		Travaux de peinture
45432210-9		Travaux de revêtement mural
45431100-8		Carrelage de sols
45311000-0		Travaux de câblage et d'installations électriques
45330000-9		Travaux de plomberie
45331000-6		Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
45431200-9		Carrelage mural
45262800-9		Travaux d'extension de bâtiments
45443000-4		Travaux de façade
45223220-4		Travaux de gros œuvre

Lot(s)	Code principal	Description
01	45110000-1	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
02	45261420-4	Travaux d'étanchéification
03	45262650-2	Travaux de bardage
03	45443000-4	Travaux de façade
04	44220000-8	Menuiserie pour la construction
04	45421000-4	Travaux de menuiserie
04	45421160-3	Ferrage
05	45410000-4	Travaux de plâtrerie
05	45421141-4	Travaux de cloisonnement
06	45421000-4	Travaux de menuiserie
06	45421100-5	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
07	45442100-8	Travaux de peinture
07	45432210-9	Travaux de revêtement mural

Lot(s)	Code principal	Description
07	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
07	45430000-0	Revêtement de sols et de murs
07	45431000-7	Carrelages
07	45431200-9	Carrelage mural
08	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
09	45330000-9	Travaux de plomberie
09	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Toutefois, en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra, pour des raisons dûment motivées (notamment en cas d'entreprise composant le groupement en difficulté), se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

### 2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour le(s) lot(s) suivant(s) :

Les prescriptions figurant dans le dossier de consultation devront être respectées. La possibilité de proposer des variantes pourra notamment être mise en œuvre lorsque le candidat estimera qu'une solution alternative est susceptible d'intéresser l'acheteur mais qu'elle risque de nuire à sa performance financière ou qu'elle ne répond pas exactement aux spécifications techniques énoncées dans le Programme/CCTP : capacité à améliorer le planning de l'opération, solution technique pertinente, démarche développement durable renforcée etc.

Attention : toute modification du CCTP devra, pour être recevable, être désignée en variante.



**La réponse à la solution de base est obligatoire.**

### 2.4 - Variantes exigées

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées relatives au(x) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
07	Variante 1 Revêt.	Variante 1 Remplacement revêtements sols souples par du carrelage ALVEOLES	Variante 1 Remplacement revêtements sols souples par du carrelage dans les ALVEOLES
07	Variante 2 Revêt.	Variante 2 Remplacement revêtements de sol souple par du carrelage SALLE OP & MS	Variante 2 Remplacement revêtements de sol souple par du carrelage dans la SALLE OP & MOYENS SPECIAUX

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.



**La réponse à la solution de base est obligatoire.**

## 2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
01	PSE 1	PSE 1 Démol. revêt. sol CIRCULATIONS	PSE 1 Démolition revêtements de sols de toutes natures dans les circulations
01	PSE 2	PSE 2 Démol. revêt. sols ESCALIERS	PSE 2 Démolition revêtements de sols de toutes natures des ESCALIERS
01	PSE 3	PSE 3 Démol. revêt. sols ALVEOLES	PSE 3 Démolition de revêtements de sols de toutes natures des ALVEOLES
04	PSE 4	PSE 4 Remplacement type 5 menuiserie PVC	PSE 4 Remplacement type 5 menuiserie PVC
07	PSE 5	PSE 5 Revêtements muraux	PSE 5 Revêtements muraux
07	PSE 6	PSE 6 Carrelages CIRCULATIONS	PSE 6 Carrelages CIRCULATIONS
07	PSE 7	PSE 7 Carrelages ESCALIERS	PSE 7 Carrelages ESCALIERS

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

## 2.6 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

# 3 - Les intervenants

## 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :  
BAU/BED/DAVENTURE  
16 RUE DE LA BUTTE CHAUMONT  
21240 TALANT

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Mission de base : APS / APD / PRO / ACT / VISA / DET / AOR

Au cours de la consultation, en aucune manière et sous aucun prétexte, les candidats ne devront s'adresser directement au maître d'œuvre. Toutes questions ou remarques devront être déposées sur la plate-forme PLACE.

### **3.2 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

92 APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION France  
6 RUE DU GENERAL AUDRAN  
92400 Courbevoie

### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par :

92 APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION France  
6 RUE DU GENERAL AUDRAN  
92400 Courbevoie

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'Acte d'engagement.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la consultation (RC) et ses 4 annexes :
  - ✓ annexe 1 : demande de visite
  - ✓ annexe 2 : certificat de visite
  - ✓ annexe 3 : demande de documents confidentiels
  - ✓ annexe 4 : conditions de participation du candidat
- La présentation synthétique des caractéristiques du marché (fichier CEQUILFAUTSAVOIR),
- L'Acte d'engagement (AE) et son annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations,
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 2 annexes (annexes 1 et 1 bis) portant confidentialité et sécurité en milieu pénitentiaire,
- Le planning prévisionnel,
- Les Cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) 00 à 09 et leur annexe,



- Les cadres de décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF) 01 à 09,
- Les plans architecte et bureaux d'études : [pièces confidentielles à demander suivant procédure ci-dessous](#),
- Le Rapport initial de contrôle technique (RICT),
- Le Plan général de coordination SPS (PGC SPS),
- Le Bordereau des pièces techniques,
- Les Diagnostics techniques : amiante avant travaux (y compris enrobés) et plomb : [pièces confidentielles à demander suivant procédure ci-dessous](#),
- L'Etude géotechnique G2 PRO.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Les documents indiqués ci-dessous ne sont pas disponibles par voie électronique :

Les plans ainsi que le diagnostic technique ne seront communiqués que sur demande expresse. Cette demande devra être formulée sur l'imprimé constituant l'annexe 3 du règlement de consultation.

Les demandes devront être déposées impérativement sur le profil acheteur de la plateforme PLACE et devront être doublées d'un envoi à l'adresse [dai-marches.disp-dijon@justice.fr](mailto:dai-marches.disp-dijon@justice.fr) ainsi qu'aux adresses figurant au paragraphe "Modalités de remise de documents à diffusion restreinte" du document "CEQUILFAUTSAVOIR"

La communication de ces pièces se fera par voie dématérialisée en suivant une procédure sécurisée.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le Pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le Pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire au titre de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1+DC2 le cas échéant)	Oui
Pour tout candidat membre d'un groupement, habilitation donnée au mandataire précisant les conditions de cette habilitation	Non
Capacité juridique du signataire	Oui
Le cas échéant : déclaration de sous-traitance : DC4 + cadre de réponse renseigné par chaque sous-traitant accompagnée des pièces de la candidature exigée pour les candidats	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration d'assurance décennale le cas échéant	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Lot 1 : Qualibat 2111 Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité courante)	Non
Lot 2 : Qualibat 2312 Charpente et structures industrialisées (technicité courante) Qualibat 2391 Réparation et renforcement d'ouvrages de charpente 3101 Tuiles à emboîtement ou à glissement	Non
Lot 2 : Qualibat 3211 Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles	Non
Lot 3 Qualibat 3811 Parois en bardages simples (technicité courante) Qualibat 6111 Peinture et ravalement (technicité courante)	Non
Lot 4 : Qualibat 3511 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en acier (Technicité courante)	Non
Lot 5 : Qualibat 4411 Serrurerie-métallerie (Technicité courante)	Non
Lot 5 : Qualibat 4131 Plaques de plâtre (Technicité courante) Qualibat 6611 Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (Technicité courante)	Non
Lot 6 : Qualibat 4312 Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois	Non
Lot 7 : Qualibat 6311 Carrelages - revêtements (Technicité courante)	Non
Lot 7 : Qualibat 6311 Carrelages - revêtements (Technicité courante)	Non
Lot 8 : Qualification Installations électriques LCPT	Non
Lot 9 : Qualibat 5111 Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif ou autre bâtiment inférieur à 1000m <sup>2</sup> Qualibat 5231 - Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitation, individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000m <sup>2</sup> Qualibat 5311 - Installation de VMC dans tout type de bâtiment inférieur à 1000m <sup>2</sup>	Non
Lot 1 Qualibat 1552 Traitement de l'amiante	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Les certificats de qualification professionnelle demandés peuvent être fournis en remplacement ou en complément de la liste de références professionnelles demandées au bloc précédent, prouvant la compétence du candidat à mener à bien des prestations similaires à celles requises pour le marché. Cette possibilité de substitution n'est pas admise pour les certificats de qualité.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires **DC1** (lettre de candidature) + **DC2** (déclaration du candidat) + **Annexe 4 au RC**.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

## 6.2 - Documents à produire au titre de l'offre

Libellés	Signature
L'Acte d'engagement (AE) et son annexe	Oui
Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF) renseigné : les PU devront être indiqués. Pour le lot 8 : dans le cas où le candidat présente des types de luminaires différents de ceux décrits au CCTP, il devra joindre à son offre les notes de calculs d'éclairage et la documentation technique complète des luminaires et non la documentation commerciale.	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
L'attestation de visite de site remise à l'issue de la visite de site obligatoire	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les documents désignés ci-dessous ne sont pas exigibles au stade du dépôt de l'offre mais leur intégration au dossier déposé par les candidats permettra d'accélérer les formalités d'attribution du marché au titulaire :

- RIB
- capacité juridique du signataire de l'offre,
- justificatif d'assurance décennale et autres assurances demandées dans le cadre de cette consultation,
- attestation de régularité fiscale, certificat régularité URSSAF,
- certificat de versement régulier cotisations congés payés / intempéries,
- certificat de paiement caisse retraite (le cas échéant)
- liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail ou, le cas échéant, attestation de non emploi de travailleurs étrangers
- si emploi de travailleurs détachés : copie de la déclaration de détachement transmise à l'UT DREETS + désignation du représentant.

## 6.3 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

## 6.4 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

## 6.5 - Visites sur site

L'acheteur estime que la rédaction d'une offre pertinente nécessite une connaissance précise du périmètre des travaux et de la configuration du site. Cela implique également, pour chaque candidat, de se familiariser avec le milieu pénitentiaire et de prendre connaissance des contraintes inhérentes à ce milieu. Dès lors, une visite sur site est **obligatoire**. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les candidats déposeront une demande de visite (annexe 1 du règlement de consultation) sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) au plus tard le **LUNDI 12 MAI 2025 à 20h** (voir fiche "Ce qu'il faut savoir").

Ils doubleront ce dépôt par un envoi du formulaire aux adresses suivantes :

- [kamel.guergouri@justice.fr](mailto:kamel.guergouri@justice.fr),
- [dai-marches.disp-dijon@justice.fr](mailto:dai-marches.disp-dijon@justice.fr) .

L'Administration ne pourra garantir une suite favorable à une demande de visite reçue postérieurement à cette date. Les candidats ne pourront se prévaloir d'un refus de l'Administration d'organiser une visite suite à une demande postérieure à cette date pour solliciter une prolongation des délais de remise des offres.

En raison du contexte pénitentiaire, un délai sera à prévoir entre la date de la demande et celle de la visite.

En outre, toute visite tardive que l'Administration aurait accepté malgré une demande intervenant postérieurement à cette date, ne pourra donner lieu à aucune demande de changement des dates de remise des offres ou de changement de date limite de demande d'informations complémentaires.

**Les visites se dérouleront semaines 16, 17, 18 et 20.**

## 6.5 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition : ..... pendant le délai de .... ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : ..... "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, conformément à la réglementation en vigueur, dans un premier temps, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. S'il est constaté que cet ultime envoi ne comporte qu'une partie des documents exigés, l'acheteur se réserve la possibilité d'ouvrir les plis précédents, sans que cela ne constitue une obligation qui lui soit opposable.

Le cas échéant, si les transmissions initiale et complémentaire(s) reçues dans le délai de remise des offres comportent l'ensemble des documents exigés par le dossier de consultation, la candidature et/ou l'offre pourront être prises en compte et analysées. Cette souplesse de "rattrapage" s'entend pour les documents complets. En aucun cas, l'acheteur ne procédera à un panachage d'informations contenues dans des documents issus de différents dépôts. En cas de contradiction entre des documents issus de plusieurs dépôts, les documents les plus récemment déposés seront retenus.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires  
Département des Affaires immobilières  
72A rue d'Auxonne  
BP 13331  
21033 DIJON

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

**La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation. La signature électronique sera également exigée pour tous les actes (avenants, DC4 ...) nécessaires à l'exécution du contrat.**

La signature électronique ne devra pas être assortie d'un verrouillage des documents afin de ne pas bloquer le circuit des signatures ultérieures.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 8 - Examen des candidatures et des offres

## 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots n°01, 02, 03, 08, 09 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50.0
2-Valeur technique	40.0
2.1-Méthodologie d'intervention (description précise de la méthodologie par phases, sécurité sur le chantier et analyse des contraintes spécifiques au chantier, dispositions prises par le candidat pour garantir le respect des délais d'exécution ou leur réduction, et optimisation éventuelle des durées d'intervention)	25.0
2.2-Contrôle et qualité (assurance qualité, organisation pour la levée des réserves et en GPA)	15.0

3-Démarche en matière de développement durable, actions dans le respect environnemental du chantier (information et sensibilisation des personnels et usagers, limitations des nuisances, nettoyage chantier, organisation pour la collecte des déchets)	10.0
--	------

Pour les lots n° 04, 05, 06, 07 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50.0
2-Valeur technique	40.0
2.1-Méthodologie d'intervention (description précise de la méthodologie par phases, sécurité sur le chantier et analyse des contraintes spécifiques au chantier, dispositions prises par le candidat pour garantir le respect des délais d'exécution ou leur réduction, et optimisation éventuelle des durées d'intervention)	25.0
2.2-Contrôle et qualité (assurance qualité, organisation pour la levée des réserves et en GPA)	10.0
2.3- Performance technique et environnementale des matériaux.	5.0
3-Démarche en matière de développement durable, actions dans le respect environnemental du chantier (information et sensibilisation des personnels, limitations des nuisances, nettoyage chantier, organisation pour la collecte des déchets)	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le Pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats sélectionnés. Le cas échéant, l'acheteur ne sera pas tenu d'engager des négociations avec tous les candidats dont l'offre est réglementaire mais pourra négocier avec le(s) seul(s) candidat(s) qu'il retiendra pour cette phase. En outre, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'acheteur ne procédera à aucune négociation basée sur la seule composante "prix" (pas de demande de "remise sèche"). Seules seront prises en compte les modifications tarifaires dues aux évolutions apportées à leur offre par les candidats suite aux demandes formulées par le pouvoir adjudicateur lors des négociations. Les remises sèches (« sans cause technique »), rabais commerciaux, offres commerciales etc. seront ignorées. Les conclusions des négociations seront formalisées à l'issue de cette phase et intégreront les documents du marché en acquérant une valeur contractuelle immédiatement inférieure à l'Acte d'engagement.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Obligation de retrait sur la plateforme PLACE

Afin de recevoir les réponses aux questions posées par les autres candidats, ou pour être tenu informé de toute modification apportée par le pouvoir adjudicateur à la procédure en cours, il est essentiel d'être identifié par l'acheteur. A cette fin, **chaque candidat veillera à télécharger le DCE de la consultation sur le profil d'acheteur de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), en laissant ses coordonnées détaillées et en utilisant une adresse mail relevée régulièrement.**

### 9.2 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **4 jours** au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 9.3 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Dijon

22 Rue d'Assas

BP 61616

21016 DIJON

Tél : 03.80.73.91.00

Télécopie : 03.80.73.39.89

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

La juridiction peut être saisie par voie dématérialisée à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Dijon

22 Rue d'Assas

BP 61616

21016 DIJON

Tél : 03.80.73.91.00

Télécopie : 03.80.73.39.89

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est : Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

3 place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01

Courriel : [mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)



## 10 - Clauses complémentaires

EGACONDITIONNALITE : Le Ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Les titulaires d'un lot d'un montant supérieur à 600 000 €HT devront s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de leurs pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité). La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ». A cet effet, préalablement à la notification, le titulaire pressenti remplira un questionnaire à partir du lien suivant :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite\\_Discriminations\\_Egalite\\_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

La transmission/réponse à ce questionnaire conditionne l'attribution définitive du marché. Toutefois, la politique générale mise en œuvre par les candidats en matière d'éga-conditionnalité n'entre pas dans les critères d'attribution du marché.